

Conférences des présidents européens de l'UIHJ à Paris

19 pays européens ont participé les 16 et 17 avril 2009 à la réunion des présidents des chambres ou ordres nationaux d'huissiers de justice membres de l'UIHJ.



De G. à D. : Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ — Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ

From L. to R.: Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ — Jacques Isnard, president of the UIHJ, Bernard Menut, secretary of the board of the UIHJ



De G. à D. : Jacques Isnard - Guy Duvelleroy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France — Sandrine Jacquier, secrétaire du bureau de la CNHJ de France

From L. to R.: Jacques Isnard — Guy Duvelleroy, president of the National chamber of judicial officers of France — Sandrine Jacquier, secretary of the board of the French chamber

La spectaculaire ascension de l'UIHJ

Comme chaque année, le bureau de l'UIHJ a organisé une conférence d'information à l'attention des pays européens, pour permettre de suivre l'actualité juridique et judiciaire européenne, toujours très dense. Dix-neuf pays ont participé à cette réunion qui s'est tenue à Paris, au siège de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ) : Allemagne, Belgique, Bulgarie, Chypre, Ecosse, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Luxembourg, Macédoine, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, et Suisse. Le bureau de l'UIHJ était composé de Jacques Isnard, président, Leo Netten, 1^{er} vice-président, Roger Dujardin, vice-président, Jean Christin, trésorier, Bernard Menut, secrétaire, Adrian Stoïca, vice-trésorier, Francis Guépin, membre, et René Duperray, secrétaire général.

C'est Guy Duvelleroy, président de la CNHJ, qui a accueilli les participants dans la « grande maison des huissiers de justice » comme on a coutume de l'appeler. Rendant hommage à Jacques Isnard, le président français a évoqué « la spectaculaire, la remarquable ascension de ton Union » qui est passée de vingt-trois membres lors de son entrée en fonction il y a quinze ans à près de soixante-dix aujourd'hui. « Cette évolution fulgurante n'est pas le fruit du hasard. Elle est la résultante de la reconnaissance de tes compétences, de ton dynamisme, de ton investissement, de ta disponi-

bilité, mais aussi de ta pugnacité » a-t-il indiqué. Puis il a évoqué la crise économique qui affecte le monde. Malgré cela, il faut continuer à participer à l'incontournable évolution communautaire. « Tous ici réunis malgré nos différences historiques, culturelles, sociales et juridiques, nous sommes le parfait témoignage de cette volonté d'aboutir » a conclu le président Duvelleroy.

Après avoir souhaité la bienvenue aux délégations et les avoir remercié de leur participation, le président Isnard s'est attaqué sans barguigner aux quinze points d'un ordre du jour particulièrement riche. Il a montré sa reconnaissance auprès des pays qui ont accueilli l'équipe de l'UIHJ venue effectuer un reportage sur les modes d'introduction de l'instance en Europe.

CEPEJ, Forum Justice et RJE

S'agissant des activités du bureau auprès des grandes organisations internationales, Leo Netten a évoqué en premier lieu le Conseil de l'Europe. L'UIHJ est membre observateur permanent de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe. Dans le cadre des activités de la CEPEJ, une étude a été réalisée fin 2007 sur l'exécution des décisions de justice en Europe par une équipe composée de chercheurs de l'Université de Nancy (France) et de l'Institut suisse de droit comparé. Cette remarquable étude a été examinée par le groupe de travail de la CEPEJ

sur l'évaluation de la justice (CEPEJ-GT-EVAL) et a été présentée le 22 décembre 2007 lors de la 10^e réunion plénière de la CEPEJ. Dans la continuité de cette étude, il a été décidé de la création d'un groupe de travail sur l'exécution (CEPEJ-GT-EXE). Ce groupe est chargé de faciliter la mise en œuvre des standards pertinents du Conseil de l'Europe concernant l'exécution des décisions de justice en matière civile, commerciale et administrative au niveau national. Pour accomplir son mandat, le CEPEJ-GT-EXE doit en particulier :

- mesurer l'impact dans les États des instruments pertinents et existants du Conseil de l'Europe concernant l'exécution des décisions de justice au niveau national ;
- élaborer, le cas échéant, des lignes directrices visant à assurer une application effective des standards existants du Conseil de l'Europe ;
- élaborer, si nécessaire, des standards de qualité sur l'exécution afin d'améliorer la consultation des systèmes d'exécution et l'efficacité des services d'exécution.

Le CEPEJ-GT-EXE est composé de six experts désignés par le bureau de la CEPEJ ainsi que de l'UIHJ, représentée par Leo Netten, et par son 1^{er} secrétaire, Mathieu Chardon. Lors de la réunion qui s'est tenue les 29 et 30 janvier 2009 à Strasbourg, le groupe a examiné les documents que la CEPEJ a mis à sa disposition, à la lumière desquels il a été décidé de proposer des lignes directrices concrètes

et pratiques relatives à l'exécution. Un plan de travail comprenant dix points a été réparti entre les participants. Ces points couvrent l'ensemble des composantes relatives à l'exécution des décisions de justice : accès à la justice, information des justiciables, notion de titre exécutoire, parties impliquées dans l'exécution, agents d'exécution, accès aux informations sur le patrimoine du débiteur, procédures d'exécution et gestion des dossiers, frais, reporting, ou aspect législatif. Le rapport final du groupe de travail sera présenté lors de la 14^e réunion plénière de la CEPEJ en décembre 2009. Puis le 1^{er} vice-président de l'UIHJ a donné un compte rendu de la réunion du Forum sur la justice initiée par la Commission européenne et dont l'un des objectifs est le projet e-justice, avec la création d'un grand portail européen dans lequel le citoyen et le praticien du droit devraient trouver tout renseignement utile s'agissant des litiges transfrontaliers.

Mathieu Chardon a indiqué qu'il a participé le 4 décembre 2008, dans le cadre de la 7^e réunion du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJE) à Paris, à une table ronde sur le thème « *L'avenir du RJE : vers l'ouverture aux professions juridiques – États des négociations* ». Dans son discours introductif, Claudine Jacob, représentant la Commission européenne, avait déclaré que la nouveauté pour le RJE serait la participation des professions. Cette ouverture aux professions a été très discutée, en particulier au niveau de leur intégration. Il a été décidé que le réseau serait ouvert aux ordres professionnels et aux représentants nationaux de ces ordres. Le Parlement européen a ensuite, dans sa séance des 17 et 18 décembre 2008, entériné la proposition de la Commission. Cet acquis communautaire est incontestablement une grande reconnaissance de ce que les huissiers de justice sont des éléments indispensables de l'État de droit, comme l'a indiqué,

au niveau de l'Europe élargie, la Cour européenne des droits de l'homme dans son célèbre arrêt Pini contre Roumanie du 22 juin 2004. Il faut toutefois indiquer que cette collaboration ne sera véritablement pas opérationnelle avant 2010, le temps de mettre en place les structures nécessaires à son bon fonctionnement.

Puis le 1^{er} secrétaire de l'UIHJ a indiqué qu'il participerait le 30 avril 2009 à Bruxelles à une réunion des points de contacts du RJE sur l'application du règlement communautaire 1393/2007 en matière de signification. S'en est suivie une discussion sur la signification électronique. Leo Netten a déclaré que la Commission e-justice souhaitait connaître le stade d'évolution de chaque pays. Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du Portugal a indiqué que, dans son pays, les saisies et les significations sont réalisées de façon électronique depuis avril 2009 et qu'il proposait de faire partager son expérience à ses collègues. À la question posée par Jacques Isnard de savoir si le fait que 90% des ménages ne disposeront pas avant longtemps de l'équipement adapté n'aboutirait pas à deux systèmes, l'un pour les riches et l'autre pour les pauvres, Bernard Menut a déclaré que c'était au contraire une chance pour les huissiers de justice qui peuvent assurer les deux actions. Jos Uitdehaag, 1^{er} questeur du Comité de l'UIHJ, a ajouté qu'il n'existe finalement pas de différence entre la signature électronique et la signature physique. « *En matière de signification, l'important est d'être convaincu que le document a été effectivement remis* » remarque-t-il.

Jacques Isnard a ensuite abordé le projet du livre vert de la Commission européenne sur la transparence patrimoniale. Le rapport était intéressant car il était proposé de faciliter l'accès aux infos aux agents chargés de l'exécution en leur permettant de consulter l'ensemble des registres.

BERP dans les Balkans

S'agissant de la situation dans les Balkans, Jos Uitdehaag a donné un compte rendu détaillé des actions qu'il mène dans les pays de la région (Albanie, Bosnie & Herzégovine, Croatie, Kosovo, Ancienne république yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie) au travers du « *Balkans Enforcement Reform project* » (BERP), projet de réforme de l'exécution dans les Balkans qui a débuté en janvier 2009. Ce projet a été initié par le Center for International Legal Cooperation (CILC) des Pays-Bas, en étroite collaboration avec l'UIHJ. Son objet est d'apporter une aide aux pays dans la réforme de leur système judiciaire et de renforcer l'exécution des décisions de justice (voir le site : <http://www.berp.info>). Puis notre confrère a également abordé quelques uns des pays dans lesquels il intervient aussi en sa qualité d'expert du Conseil de l'Europe : Bulgarie, Moldavie et Turquie.

Michal Redelbach, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, a indiqué que des contacts avaient été pris avec l'Ukraine. Une délégation du ministère de la justice doit en effet venir en Pologne fin mai 2009 pour discuter de la possibilité de privatiser la profession d'huissier de justice dans ce pays.

Marius Crafcenco, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie, a invité l'ensemble des participants à se rendre à Sibiu des 13 au 15 mai 2009 où se tiendra une grande conférence internationale organisée par la Faculté de droit Simion Barnutiu de Sibiu avec la CNHJ de Roumanie et l'UIHJ, sur le thème : « *Le Conseil de Tampere, 10 ans après* ». Adrian Stoica a ajouté que ce colloque mettra en avant l'idée d'un droit autonome de l'exécution et qu'il fera le point sur les différents instruments européens utilisés par les huissiers de justice. De son côté, Jacques Isnard a insisté sur le fait qu'il s'agit du plus grand colloque organisé par l'UIHJ en dehors des congrès

La délégation polonaise – The Polish delegation



La délégation grecque – The Greek delegation





*Au premier plan, la délégation italienne – Au second plan, la délégation kazakhe
First row: the Italian delegation – Second row: the Kazakh delegation*



La délégation roumaine – The Romanian delegation

internationaux, avec quarante-et-une interventions sur trois jours. À cette occasion, a indiqué le président de l'UIHJ, sera présenté le film réalisé par René Duperray et Françoise Andrieux, rapporteur général du prochain congrès international de l'UIHJ à Marseille (France), sur la signification des actes introductifs d'instance, ainsi que le projet de directive européenne d'acte introductif d'instance harmonisé sur un plan européen.

Un nouveau réseau

Concernant les travaux du Comité de l'UIHJ, Mathieu Chardon a présenté le nouveau projet de création du Réseau international des huissiers de justice (RIHJ). « *Nous sommes sollicités en permanence par les organisations nationales ou internationales pour obtenir des renseignements sur la profession, la procédure civile et les voies d'exécution, mais également sur les institutions judiciaires* » a déclaré notre confrère. Et de poursuivre : « *Nous avons donc plus que jamais besoin d'un réseau de renseignements permanent. L'idée serait donc d'activer une nouvelle entité, le RIHJ, dont les questeurs du Comité s'occuperaient, et qui aurait une double vocation : une vocation académique et un réseau de simples renseignements* ». Outre l'utilisation d'Internet comme moyen de communication, les membres du RIHJ pourraient se retrouver à l'occasion des différentes réunions des UIHJ-Euros.

À sa suite, Jacques Isnard a salué le travail du Comité de l'UIHJ, composé de Jos Uitdehaag,

premier questeur, et de Mathieu Chardon et Marc Schmitz, questeurs. Le président de l'UIHJ a demandé à chaque représentant des États européens de nommer une ou deux personnes compétentes maîtrisant le français ou l'anglais pour constituer le réseau.

Leo Netten a indiqué qu'il était nécessaire de créer un groupe de travail sur le domaine des nouvelles technologies. Alain Bobant, huissier de justice (France), spécialiste de cette question, s'est lancé dans un plaidoyer pour la profession : « *Il faut pouvoir s'authentifier, sécuriser l'échange. Nous avons besoin d'un homme, partout dans le monde, capable de prendre en main cette confiance et d'être ce tiers de confiance. Il faut mettre en place un groupe de travail pour cartographier ce que nous faisons* ». « *C'est exactement ce que la Commission européenne demande* », a enchéri Leo Netten. Pour Francis Guépin, les enjeux sont fondamentaux. « *Il y a des marchés captifs. Le programme de la pluridisciplinarité a rencontré un succès inattendu. Les huissiers de justice grecs ne peuvent pas faire de constats. Ils pourraient utiliser le produit Depomail et faire une sorte de constat. Il faut avoir une politique agressive et non défensive* », estime notre confrère.

Une formation professionnelle européenne

Puis le thème de la formation a été longuement abordé. Le président de l'UIHJ a regretté la faible participation des huissiers de justice français à la journée de formation internationale des huissiers de justice qui s'est déroulée à Paris en février 2009. En revanche, le lendemain s'est tenue la réunion constitutive du Centre international de formation des huissiers de justice (CIFHJ), qui a rencontré un grand succès par la participation de dix États : Belgique, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Suède. Abel-Didier Pansard, administrateur général du CIFHJ a présenté les raisons qui ont décidé à la création de cette branche de l'UIHJ. La formation est le trait d'union des huissiers de justice à travers le monde a-t-il indiqué. L'UIHJ en a fait le cœur de ses actions depuis plusieurs années. Toutefois la configuration propre de la profession, original par sa diversité et de ses statuts globalement partagés entre les huissiers de justice privés et les agents d'exécution dépendant de la fonction publique, constitue un obstacle à l'élaboration d'un système institutionnel généralisé. Par ailleurs, « *nombreux sont les États où l'huissier de justice n'est qu'une*



*De G. à D. : Abel-Didier Pansard, administrateur général du CIFHJ - René Duperray, secrétaire général de l'UIHJ - Françoise Andrieux, rapporteur général du congrès de Marseille
From L. to R. : Abel-Didier Pansard, administrator general of the CIFHJ - René Duperray, general secretary of the UIHJ - Françoise Andrieux, general reporter of the Marseilles Congress*

récente institution, inapte à supporter l'aménagement d'un organe de formation ». Pour résoudre en grande partie les difficultés soulevées par l'ensemble de ces problèmes, le premier accord de partenariat de formation est intervenu sous l'égide de l'UIHJ entre l'École nationale de procédure (ENP) de Paris et l'ENP de Tunisie le 16 novembre 2006 à Tunis. Par la suite l'UIHJ, la CNHJ et l'ENP ont signé le 19 septembre 2008 un accord de partenariat visant à soutenir et à coordonner une action internationale de formation. Dans les moyens qu'elles entendent se donner, les organismes ont prévu la mise en place d'une entité pour assurer la coordination de leurs actions. La création est donc constituée conformément à l'accord de partenariat intervenu entre ces trois structures ayant pour titre le Conseil international de formation des huissiers de justice (CIFHJ), étant précisé que peut intégrer ce centre tout autre organisme de formation après accord des organismes fondateurs. L'objet de cette structure est le suivant :

- promouvoir la formation permanente et continue

des huissiers de justice et de leurs collaborateurs dans le monde

- coordonner les actions de formation dans les différents pays
- planifier les demandes et les actions de formation
- organiser des rencontres entre les différents organes de formation des pays étrangers.

L'idée n'est pas gratuite déclare Jacques Isnard. « Avec le processus de Bologne, Bruxelles veut planifier les formations. La formation professionnelle va devenir européenne. Nous aurons des financements exclusivement européens. Il faut s'y préparer. D'où l'idée de créer le Centre international de formation. Réservez-lui le meilleur accueil car c'est un projet d'avenir. Il est ouvert à tous les pays ».

Puis le président Isnard a rappelé le thème de la journée mondiale de l'huissier de justice du 12 juin 2009 : « Justice et enjeux sociaux ». Il a invité chaque pays à profiter de cette journée pour faire découvrir les aspects les plus sociaux de l'huissier de justice sans pour autant occulter les autres domaines de la profession.

Sur le point des échanges intercontinentaux, Francis Guépin a indiqué qu'une information serait donnée à Marseille en septembre 2009 sur l'idée de faire profiter aux confrères africains du système mis en place par la Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels de France (Cavom). S'agissant des réunions UIHJ-Euros, Antonio Gomes da Cunha a rappelé qu'une session UIHJ EuroMed se tiendrait à Lisbonne en mai 2009. UIHJ EuroDanube doit organiser une réunion en Slovaquie du 7 au 9 octobre 2009 a indiqué son secrétaire, Michal Redelbach. Sur le prochain congrès international de l'UIHJ qui se tiendra à Marseille des 7 au 11 septembre 2009, Françoise Andrieux, rapporteur général, a présenté les différents thèmes, lesquels figurent sur le site de l'UIHJ. Enfin, la réunion s'est achevée par le traditionnel tour de table et notamment les interventions de l'Italie, l'Allemagne et la Roumanie. Le président Isnard a remercié une nouvelle fois les participants et leur a donné rendez-vous en septembre 2009 à Marseille.

Conference of the European presidents of the UIHJ in Paris

The spectacular rise of the UIHJ

Like each year, the board of the UIHJ organized a conference of information for the European countries, on the always very dense European legal and judicial topicality. Nineteen countries took part in this meeting which was held in Paris, at the seat of the National Room of judicial officers of France (CNHJ): Belgium, Bulgaria, Cyprus, France, Germany, Greece, Hungary, Italy, Kazakhstan, Luxembourg, Macedonia, the Netherlands, Poland,

Portugal, Romania, Scotland, Slovakia, Spain and Switzerland. The board of the UIHJ was composed of Jacques Isnard, president, Leo Netten, 1st vice-president, Roger Dujardin, vice-president, Jean Christin, treasurer, Bernard Menut, secretary, Adrian Stoïca, vice-treasurer, Francis Guépin, member, and René Duperray, general secretary.

Guy Duvelleroy, president of the CNHJ, greeted the participants in the "large house of the judicial officers" as it is usually called. Paying homage to

19 European countries took part on 16 and 17 April 2009 in the meeting of the presidents of the national chambers or orders of judicial officers members of the UIHJ.

Jacques Isnard, the French president evoked "the spectacular and remarkable rise of your Union" which passed from twenty-three members at the time of his election fifteen years ago to nearly seventy today. "This amazing evolution is no hazard. It is the result of the recognition of your competences, your dynamism, your investment, and your availability, but also of your pugnacity" he added. Then he evoked the economic crisis which currently affects the world. In spite of that, it is necessary to continue to take part in the necessary Community evolution. "We are all joined together here in spite of our historical, cultural, social and legal differences. We are the perfect testimony of this will to succeed" concluded president Duvelleroy.

After having welcomed all delegations and having thanked them for their participation, president Isnard embarked straight away on the fifteen items of a particularly rich agenda. He showed his recogni-



Le bureau de l'UIHJ – The board of the UIHJ



La délégation slovaque – The Slovakian delegation



Leo Netten

tion to the countries which accommodated the team of the UIHJ which came to carry out a report on the modes of introducing proceedings in Europe.

CEPEJ, Forum Justice and EJM

As regards the activities of the board towards the main international organizations, Leo Netten initially evoked the Council of Europe. The UIHJ is a permanent observer member of the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) of the Council of Europe. Within the framework of the activities of the CEPEJ, a study was carried out at the end of 2007 on the execution of legal decisions in Europe by a team made up of researchers of the University of Nancy (France) and the Swiss Institute of Comparative Law. This remarkable study was examined by the CEPEJ working group on evaluation of justice (CEPEJ-GT-EVAL) and was presented on 22 December 2007 during the 10th plenary meeting of the CEPEJ. In the continuity of this study, it was decided to create a working group on execution (CEPEJ-GT-EXE). This group is instructed to enable a better implementation of the relevant standards of the Council of Europe regarding execution of court decisions in civil, commercial and administrative matters at national level. In order to fulfill its tasks, the CEPEJ-GT-EXE must in particular:

- Assess the impact in the states of the existing relevant instruments of the Council of Europe on execution or court decisions at national level;
- Draft, if appropriate, guidelines aimed to ensure an effective implementation of the existing standards of the Council of Europe;
- Draft, if appropriate, quality standards on execu-

tion in order to improve the accessibility of execution systems and the efficiency of execution services.

The CEPEJ-GT-EXE is composed of six experts appointed by the board of the CEPEJ as well as the UIHJ, represented by Leo Netten, and by its 1st secretary, Mathieu Chardon. During the meeting which was held on 29 and 30 January 2009 in Strasbourg, the group examined the documents provided for them by the CEPEJ, in the light of which it was decided to propose concrete and practical guidelines on enforcement. A scheme of work including ten points was distributed between the participants. These points cover the whole of the components relating to the execution of legal decisions: context of enforcement/Access to justice, notices to parties, Enforceable title, parties involved in the enforcement procedure, enforcement agents, information about debtors assets, processes and standards, cost of enforcement, outcomes and timelines, and regulation. The final report of the work group will be presented during the 14th plenary meeting of the CEPEJ in December 2009.

Then the 1st vice-president of the UIHJ gave an report of the Forum Justice meeting initiated by the European commission, one of its objectives being the e-justice project, with the creation of a large European portal in which citizens and law practitioners should find all information on cross border litigations.

Mathieu Chardon said he took part on 4 December 2008, within the framework of the 7th meeting of the European Judicial Network in civil and commercial matters (EJN) in Paris, on a roundtable on the topic: *"The future of the EJN: towards the opening*

to legal professions - States of negotiations". In her introductory speech, Claudine Jacob, representing the European commission, had declared that the innovation for the EJN would be the participation of the professions. This opening was thoroughly discussed, in particular on the level of their integration. It was decided that the network would be opened to the professional orders and to their national representatives. The European Parliament then ratified the Commission proposal in its 17 and 18 December 2008 meeting. This community asset is undeniably a great recognition that judicial officers are truly essential elements of the Rule of law, as it was acknowledged at the level of the wide Europe, in the well-known European Court of the human rights Pini vs Romania case of 22 June 2004. It should however be mentioned that this collaboration will truly not be operational before 2010, to give time to set up the necessary structures to its implementation. Then the 1st secretary of the UIHJ indicated that he would attend on 30 April 2009 in Brussels a meeting of the contact points of the EJN on the application of the Community 1393/2007 regulation on service of documents. A discussion followed on electronic service.

Leo Netten declared that the e-justice Commission wished to know the stage of evolution of each country. Antonio Gomes da Cunha, president of the Chamber of Solicitadores of Portugal indicated that, in his country, attachments and service can be electronically done since April 2009 and that he offered to share his experience with his colleagues.

To the question put by Jacques Isnard to know whether the fact that 90% of the households will not have before long adapted equipment would



lead to two systems, one for the rich and one for the poor, Bernard Menut declared that it was on the contrary an opportunity for judicial officers who can ensure both actions.

Jos Uitdehaag, first quaestor of the Comité of the UIHJ, added that there is eventually no difference between electronic and physical signatures. "As regards service of documents, the important thing is to be convinced that the document is actually served" he noticed. Jacques Isnard then approached the project of the green book of the European commission on transparency of assets. The report was interesting because it was proposed to facilitate access to information to enforcement agents while enabling them to consult all registers.

BERP in the Balkans

Being the situation in the Balkans, Jos Uitdehaag gave a detailed report of the actions which he carries out in the countries of the zone (Albania, Bosnia & Herzegovina, Croatia, Kosovo, Former Yugoslavian Republic of Macedonia, Montenegro and Serbia) through the "Balkans Enforcement Reform project" (BERP), a project which began in January 2009. This project was initiated by the Center for Legal International Co-operation (CLIC) of the Netherlands, in close cooperation with the UIHJ. Its aim is to support the countries of the Western Balkans in the reform of their legal system in general and more in particular ensuring a more efficient and effective functioning of the systems of enforcement law at the national and at the regional level (for more information: <http://www.berp.info>). Then our fellow-member also approached some of the countries in which he also intervenes

in his capacity as expert of the Council of Europe: Bulgaria, Moldova and Turkey.

Michal Redelbach, vice-president of the national Chamber of judicial officers of Poland, indicated that contacts had been made with Ukraine. A delegation of the ministry for justice must indeed come to Poland at the end of May 2009 to discuss of the possibility of a private occupation of judicial officer in this country.

Marius Crafcenco, president of the national Chamber of judicial officers of Romania, invited the whole of the participants to Sibiu from 13 to 15 May 2009 where will take place a wide international Conference organized by the Simion Barnutiu Law Faculty of Sibiu with the National Chamber of judicial officers of Romania and the UIHJ, on the topic: "The Council of Tampere, 10 years afterwards".

Adrian Stoica added that this conference will propose the idea of an autonomous enforcement law and that it will give a progress report on the various European instruments used by judicial officers. Jacques Isnard insisted on the fact that this

was the largest conference organized by the UIHJ apart from international congresses, with forty one presentations over three days. On this occasion, the president of the UIHJ added that a film shot by René Duperray and Françoise Andrieux, general reporter of the next international congress of the UIHJ in Marseilles (France), on the significance of the documents initiating proceedings, will be presented, as well as a draft European directive on a harmonized document initiating proceedings at European level.

A new network

Concerning the works of the Committee of the UIHJ, Mathieu Chardon presented the new project on the creation of the International Network of Judicial Officers (INJO). "We are solicited permanently by national or international organizations for information on the profession, on civil and enforcement procedures, but also on legal institutions" our fellow-member declared. And to continue: "We thus have more than ever the need for a permanent information network. The idea would be thus to activate a new entity, the INJO, managed by the quaestors of the Committee, aiming at an academic vocation and a network of simple information". In addition to the use of Internet means of communication, the members of the INJO would meet at the time of the various UIHJ-Euros meetings. On the same topic, Jacques Isnard greeted the work of the Committee of the UIHJ, composed of Jos Uitdehaag, Mathieu Chardon and Marc Schmitz. The president of the UIHJ asked for each representative of the European States to appoint one or two qualified members having good knowledge of French or English to constitute the network.

Leo Netten indicated that it was necessary to create a working group on the field of new technologies. Alain Bobant, judicial officer (France), specialist in



Les délégations belge et macédonienne – The Belgium and Macedonian delegations



La délégation hongroise — The Hungarian delegation



La délégation bulgare — The Bulgarian delegation

this question, launched out in a plea for the profession: *"It is necessary to be able to authenticate oneself, to secure exchanges. We need a man, everywhere in the world, able to handle this trust and to be this trusted third party. It is necessary to put in place a working group to chart what we do". "It is exactly what the European commission asks", answered Leo Netten. For Francis Guépin, the stakes are fundamental. "There are captive markets. The Multi-field program has met an unexpected success. The Greek judicial officers cannot make statements of facts. They could use the Depomail product and make a kind of statement of facts. It is necessary to have an aggressive and not a defensive policy", estimated our fellow-member.*

A European professional training

Then the topic of the training was lengthily approached. The president of the UIHJ regretted the weak participation of the French judicial officers in the International training day of judicial officers which took place in Paris in February 2009. On the other hand, on the following day was held the inaugural meeting of the International Training Center for Judicial Officers (CIFHJ), which met a great success with the participation of ten States: Belgium, France, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Romania, the Russia Federation, and Sweden. Abel-Didier Pansard, administrator general of the CIFHJ presented the reasons which decided for the creation of this branch of the UIHJ. Training is the hyphen of the judicial officers throughout the world, he indicated. The UIHJ has made the heart of its actions on training for several years. However the specific configuration of the profession, original by its diversity and by its statutes divided overall between private judicial officers and civil servant agents, constitutes an obstacle to the development

of a generalized institutional system. In addition, *"many are the States where the judicial officer is only a recent institution, unable to support the installation of a training body".* To solve the main difficulties raised by the whole of these problems, the first training partnership agreement intervened under the aegis of the UIHJ between the National school of procedure (ENP) of Paris and the ENP of Tunisia on 16 November 2006 in Tunis. Thereafter the UIHJ, the CNHJ and the ENP signed on 19 September 2008 a partnership agreement aiming at supporting and at coordinating an international action on training. In the means which they intend to give each other, the organizations envisaged the installation of an entity to ensure the coordination of their actions. The creation is thus made up in accordance with the partnership agreement occurred between these three structures having for title the International Training Council of Judicial Officers (CIFHJ), being specified that any country can join this center. The object of this structure is as follows:

- to promote the permanent and on-going training for judicial officers and their collaborators in the world
- to coordinate the training schemes in the various countries
- to plan requests and training actions
- to organize meetings between the various training bodies of foreign countries.

The idea is not gratuitous, declared Jacques Isnard. *"With the Bologna process, Brussels wants to plan training. Professional training will become European. We will have exclusively European financings. It is necessary to prepare ourselves, hence the idea to create the international Training Center. It should be the object of the best welcome because it is a plan for the future. It is opened to all countries".*

Then president Isnard pointed out the topic of the world day of judicial officers on 12 June 2009: *"Justice and social stakes".* He invited each country to use the day to promote the most social aspects of the judicial officer without occulting the other fields of the profession.

On the point of intercontinental exchanges, Francis Guépin indicated that information would be given to Marseilles in September 2009 on the idea to make benefit the African fellow-members from the system set up by the Pension fund for judicial officers of France.

Being the UIHJ-Euros meetings, Antonio Gomes da Cunha pointed out that a UIHJ EuroMed session would take place in Lisbon in May 2009. UIHJ EuroDanube must organize a meeting in Slovakia on 7 to 9 October 2009 indicated its secretary, Michal Redelbach.

On the next international congress of the UIHJ which will be held in Marseilles from 7 to 11 September 2009, Francoise Andrieux, general reporter, presented the various topics, which are now reproduced on the website of the UIHJ. Lastly, the meeting was completed by the traditional round table and in particular the interventions of Italy, Germany and Romania. President Isnard thanked the participants once again and said he will be very pleased to meet them again in September 2009 in Marseilles.